

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 18953 - 73ÈME ANNÉE

Diffusion à minuit du téléfilm « Un rêve français »

BUMIDOM : l'émigration plutôt que le développement de La Réunion

Chômage en hausse dans l'émigration

Licenciements massifs chez PEUGEOT et chez SIMCA qui ont recrutés des cargaisons de jeunes réunionnais

Plus sûrement que jamais, c'est le chômage qui frappe les jeunes travailleurs réunionnais émigrés en France. Ni le Bureau pour les migrations intérieures ni son directeur, M. Jean-Emile Vié, ne peuvent rassurer les départements d'outre-mer (BUMIDOM), échapper à leurs responsabilités. Ils tentent rageusement d'étouffer *Combat réunionnais* à coups de procès en « diffamation ». Et, en même temps, de frapper l'U.G.T.R.F.

Mais chacun de leurs coups se retourne contre eux. Comme des boomerangs. Un nombre de plus en plus grand de Réunionnaises et Réunionnais émigrés sont impatients de leur dire leurs quatre vérités, en public, dans les salles d'audience des

Aidée activement par le BUMIDOM, Simca-Chrysler a entrepris, en 1971, une campagne colonialiste de recrutement de main-d'œuvre

tribunaux. Partout où ils le veulent, ils recevront la réplique qu'ils méritent. Ils n'ont plus aucun moyen d'échapper à la condamnation au grand jour, pour leurs agissements. D'ailleurs, les faits eux-mêmes les accusent.

Des centaines de travailleurs réunionnais, des jeunes de dix-sept, dix-huit, vingt ans ont été entraînés dans l'aventure de l'émigration. On leur a fait miroiter l'espoir d'obtenir, à coup sûr, un emploi stable en France, dans des firmes automobiles par exemple. Notamment chez Simca-Chrysler et chez Peugeot. Avec l'emploi, pour eux c'était l'assurance d'une vie décente, la certitude de manger à leur faim.

abaissant de 43 à 40 heures par semaine... avec diminution de salaire.

— Même chose chez Peugeot qui éprouvait, lui

Extrait de « La page du FJAR » dans Témoignages du 2 septembre 1974.

Ce soir à minuit, France 2 diffuse la première partie d'un téléfilm intitulé « Le rêve français ». Il apporte un éclairage sur un épisode de l'histoire contemporaine de La Réunion : le BUMIDOM. Créée par Michel Debré, cette administration avait pour but d'envoyer en France une grande partie de la jeunesse afin qu'elle réponde aux besoins en main d'oeuvre d'un pays qui connaissait alors une croissance économique très importante. Cette politique avait pour conséquence de vider un pays d'une de ses richesses, sa jeunesse. Le BUMIDOM était en effet le reflet d'une politique opposée au développement de La Réunion. Il dut faire face à la résistance du PCR.

La diffusion à minuit ce soir sur France 2 d'un téléfilm sur le BUMIDOM amène à revenir sur une période importante de l'histoire de La Réunion : le début de l'émigration.

Etienne se souvient de son arrivée en France en 1967. Venu de La Réunion par le BUMIDOM, il pensait travailler dans la radio-technique à Dreux. Mais à son arrivée en France, il lui fut proposé un emploi à l'usine

Renault de Sandouville près du Havre. Il se souvient du foyer, dans une chambre partagée avec 11 autres jeunes travailleurs. Il se rappelle aussi d'une promesse non tenue, celle d'un voyage gratuit tous

les 5 ans. À l'époque du monopole d'Air France, un billet d'avion coûtait alors plusieurs mois de SMIC.

Il réussit néanmoins à s'intégrer grâce notamment à l'action syndicale. L'année suivante, c'était Mai 68, et les travailleurs des usines Renault étaient alors à la pointe de la lutte. Etienne a resté fidèle à son engagement dans la CGT et le Parti communiste. Il était connu à l'usine Renault comme le diffuseur de l'Humanité. Puis il est revenu à La Réunion. Il est un des piliers de la section communiste du Tampon, et un membre du Comité central du PCR. Etienne comme de nombreux autres Réunionnais a eu sa vie changée par le BUMIDOM, et face aux difficultés liées à l'arrivée en France, il a réussi à se forger une conscience politique qui a fait de lui un militant aguerrri. L'exemple d'Etienne n'est pas isolé au sein du PCR. Ainsi, Maurice Gironcel, secrétaire général du PCR, est lui aussi parti en France avec le BUMIDOM pour travailler dans les PTT. En 1976, plus de 4.000 Réunionnais travaillaient dans les PTT en France, alors que dans notre île, les effectifs de ce service public étaient d'un millier d'agents. Ce qui donne une idée de la difficulté qui existait pour rentrer au pays.

La suite de la Sakay

Le BUMIDOM est un épisode de l'histoire de La Réunion qui continue de produire ses effets. Rares sont en effet les Réunionnais à ne pas avoir un membre de leur famille en France, et c'est bien souvent le BUMIDOM qui a été à l'origine de cette émigration. Avec le service militaire, c'était un des outils utilisés par le pouvoir pour gérer à sa façon l'inévitable croissance démographique de La Réunion. Auparavant, c'est surtout vers Madagascar que la France favorisait l'émigration des Réunionnais. C'est ce qu'avait recommandé le rapport de Jean Finance, envoyé en mission par le ministère de la Santé et de la Population en 1948. Dans une île qui se relevait péniblement des ravages de la guerre et d'une série de cyclones dévastateurs, il avait noté qu'avec l'application de la Sécurité sociale, notre île allait connaître une forte augmentation de sa population. Ce fut alors l'envoi de Réunionnais à Madagascar chargés de coloniser la Sakay.

C'est également dans les années 1950 que la France a amorcé une période de forte croissance économique dénommée « Les Trente glorieuses ». Sa population ne suffisait

pas à occuper tous les emplois. Elle eut donc recours à une main d'oeuvre immigrée qu'elle alla recruter principalement dans ses anciennes colonies d'Afrique, et aussi dans les départements créés par la loi du 19 mars 1946 : Guadeloupe, Guyane, Martinique et La Réunion. Pour planifier ces déplacements, Paris créa le BUMIDOM. Cette administration bénéficiait alors d'importants moyens pour attirer en France la main d'oeuvre nécessaire, faisant miroiter le rêve d'usines entourées de jardins, et de billets d'avion gratuits.

Résistance contre le BUMIDOM

Cette politique avait pour conséquence de vider un pays d'une de ses richesses, sa jeunesse. Les conséquences se font sentir aujourd'hui aux Antilles. La Guadeloupe et la Martinique ont une population qui diminue en raison du succès de l'émigration à l'époque du BUMIDOM. Cela se traduit par un rapide vieillissement de la population. Les études démographiques indiquent que la Martinique et la Guadeloupe feront partie des départements où la population sera la plus âgée.

À La Réunion, l'éloignement fait que l'émigration a véritablement commencé avec le BUMIDOM. Le PCR a mené une longue résistance contre cette politique. Avec le soutien des émigrés rassemblés dans l'UGTRF (Union générale des travailleurs réunionnais en France), le Parti communiste réunionnais n'eut de cesse de montrer le véritable visage de cette émigration avec des jeunes victimes du racisme, qui n'avaient pas les moyens de retourner à La Réunion.

Le BUMIDOM était en effet le reflet d'une politique opposée au développement de La Réunion. En effet, dans la période des « Trente glorieuses », Paris avait les moyens d'accompagner la poussée démographique en soutenant les créations d'emploi à La Réunion. Mais les gouvernements de l'époque ont refusé d'assumer cela et ont voulu transférer la jeunesse en France pour les besoins de l'économie française. Un autre objectif qui apparaît évident était l'éloignement de La Réunion d'une jeunesse susceptible de venir renforcer les rangs du Parti communiste réunionnais.

Diffusion... à minuit

France 2 diffusera ce soir en prime time en France, et donc à minuit à La Réunion, le premier épisode d'un téléfilm en deux parties intitulé « Le rêve français ». Il décrit le parcours de trois jeunes venus de Guadeloupe et de La Réunion avec le BUMIDOM. Faute de moyens financiers, les auteurs durent limiter les tournages à la Guadeloupe. Ils ont en effet considérés que c'est dans cette île que le mouvement revendicatif était le plus dynamique. C'était l'époque où existaient des organisations anti-coloniales telles que le GONG. Ce fut aussi en Guadeloupe que la répression contre le mouvement social atteignit un sommet de violence, avec des dizaines de morts rien qu'en mai 1967. La diffusion à 21 heures en France montre bien qu'il existe là-bas une volonté d'informer sur cette période difficile de l'histoire. Nombreux seront sans doute les émigrés du BUMIDOM, leurs descendants et leurs amis à regarder cette émission. Selon le site Outre-mer Première, ce film devait être également diffusé aujourd'hui à La Réunion. Le programme de la station réunionnaise montre que cela n'est pas prévu. Cela est bien dommage car les personnes de la génération du BUMIDOM n'ont pas toute la possibilité d'attendre jusque minuit devant la télévision, ou d'utiliser Internet pour scruter un éventuel replay de cette série.

Souhaitons qu'une telle décision puisse être réparée. En effet, quand Réunion Première avait diffusé un film sur les Enfants de la Creuse suivi d'un débat, cela avait suscité un grand intérêt chez les Réunionnais qui découvraient pour certains cette page de l'histoire des relations entre La Réunion et la France.

Cela aurait permis sans doute de s'interroger sur l'évolution de la politique migratoire à La Réunion. Car si le BUMIDOM n'existe plus, force est de constater que les jeunes Réunionnais partent encore par milliers chaque année car ils n'ont pas de travail ou de formation à La Réunion. Même si le prix des billets d'avion sont bien moins chers et qu'Internet permet de communiquer facilement, cela reste physiquement pour beaucoup un aller sans retour sur le plan professionnel.

M.M.

Edito

Financement de la campagne de Nicolas Sarkozy : que la lumière soit faite sur cette affaire

Nicolas Sarkozy a été placé hier en garde à vue dans le cadre de l'enquête sur le financement de sa campagne de l'élection présidentielle de 2007. Des soupçons pèsent sur l'origine de l'argent qui lui a permis de devenir président de la République. Ces soupçons se dirigent vers la Libye.

Une telle nouvelle est un événement considérable. Il n'est jamais arrivé qu'un ancien chef de l'État de la 5^e République soit placé en garde à vue. Ce qui rend cette nouvelle encore plus explosive, c'est qu'il faut se rappeler que la fin du mandat de Nicolas Sarkozy a été marqué par le déclenchement de la guerre contre la Libye. En 2011, ce conflit a causé la chute de l'État libyen, et l'exécution de Mouamar Kadhafi. Or, quelques années auparavant, l'ancien chef de l'État français et son homologue libyen affichait de très bonnes relations.

Quand la guerre civile a commencé en Libye, la France a été à la pointe pour demander une intervention militaire afin de faire chuter le régime libyen. Depuis, la Libye est plongée dans un conflit interminable qui a eu des répercussions dans le Sahel. Cela s'est traduit par l'émergence de groupes terroristes en Afrique de l'Ouest et centrale, et l'intensification de l'implication militaire de la France dans cette région, notamment au Mali.

Il importe donc que toute la lumière soit faite sur le financement de la campagne présidentielle de Nicolas Sarkozy. Car s'il s'avérait que des fonds en lien avec l'État libyen ont contribué à son élection, ceci permettrait d'avoir une toute autre lecture de l'engagement de l'armée française en Libye.

J.B.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71^e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 29
E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21 - FAX: 0262 55 21 23
E-mail Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Que savons-nous de Jésus de Nazareth ? Les données de l'histoire

Que savons-nous d'un certain rabbi de Nazareth, nommé Jésus (Yeshouah), né il y a environ deux mille ans dans un village perdu de l'Empire romain, et qui, vers l'an 30 de notre ère fut exécuté comme un malfaiteur ? Au-delà des affirmations de la foi chrétienne, nombreux sont les croyants ou les incroyants qui s'intéressent à sa figure historique. Qui est-il vraiment ? Que sait-on de lui ? Qu'est-ce que l'histoire, en milieu scientifique, peut nous dire de lui ?

Certes, la question de l'identité de l'homme de Nazareth a toujours suscité des débats. Déjà à son époque, ceux qui l'ont côtoyé se sont interrogés, comme en témoigne la question qu'il posa lui-même à ses disciples : « Qui suis-je au dire des hommes ? » (Matthieu 16, 13 à 17). Mais, quant à la question du Jésus historique ou la recherche historique sur Jésus, c'est une affaire relativement récente. Elle coïncide avec la montée en puissance de la critique historique au siècle des Lumières (l'Aufklärung du XVIIIe siècle).

La critique historique appliquée aux Évangiles et aux autres textes du Nouveau Testament ouvre alors la prise de conscience d'un écart entre le « Jésus de l'histoire » résultant de la recherche historique et le « Christ de la foi » tel que les Églises le professent. Autrement dit, la lecture historique et critique appliquée à la personne de Jésus montre, à tout le moins, que le Jésus de l'histoire n'est pas identique au christ du dogme traditionnel.

Dès lors, un certain nombre de chercheurs, aux XVIIIe et XIXe siècles, se sont donné pour tâche d'arracher l'homme de Nazareth au dogme chrétien pour le restituer à l'histoire, en lui redonnant en quelque sorte son vrai visage. C'est l'époque de nombreuses Vies de Jésus d'un point de vue rationaliste dans « les limites de la raison » en éliminant toute trace du surnaturel pour atteindre la vérité historique pure. Deux œuvres majeures sont à signaler : la Vie de Jésus élaborée de manière critique (1835) de Frédéric Strauss en Allemagne et la Vie de Jésus (1863) d'Ernest Renan en France. Pour Renan, Jésus est un homme, un grand homme, un « éclairé » qui a fondé une religion nouvelle sur le sentiment de l'amour et l'idée de fraternité.

Le diagnostic d'Albert Schweitzer (1875-1965), sur ce premier siècle de recherche est sévère : « L'enquête historique sur la vie de Jésus n'est pas partie d'un pur intérêt historique, mais elle a cherché un Jésus historique tel qu'il puisse l'aider dans sa lutte pour la libération du dogme »¹. Pour lui, les Vies de Jésus – de : Frédéric Strauss, Ernest Renan, Charles Guignebert, Maurice Goguel, Auguste Sabatier, Bernard Weiss, Alfred, Adolf von Harnack... ne font que refléter la pensée de leurs auteurs.

Ce verdict d'Albert Schweitzer (1906), théologien, bibliste et futur missionnaire, conjugué avec la mise à jour du long processus de la formation des évangiles (Marc, Matthieu, Luc et Jean) au sein des communautés chrétiennes par l'école de la critique des formes littéraires conduite par Rudolf Bultmann et Martin Dibelius ont mis fin à toute tentative d'accès immédiat à Jésus via les évangiles. Car, « le degré de fiabilité de chaque récit, de chaque parole demande désormais à être sondé, puisqu'en eux se cristallise le témoignage croyant des communautés »². D'autre part, la prise en compte de l'important travail rédactionnel des évangélistes, chacun en fonction de son « milieu de vie » et de son projet théologique, met un terme à toute illusion de

construire une biographie de Jésus. Le scénario de la vie de l'homme de Nazareth est une création des évangélistes. On découvre alors découverte liée aux résultats de l'école des formes et à l'école de la rédaction qu'entre Jésus et le texte actuel, il y a plusieurs épaisseurs et plusieurs médiations, dont il convient d'apprécier la contribution respective.

D'où la question redoutable : Est-il encore possible de rejoindre l'homme de Nazareth à travers des sources (les récits évangéliques de Marc...) qui déjà l'interprètent, en deçà de ces médiations ?

Pour le grand exégète allemand, Rudolf Bultmann (1884-1976), il est quasi impossible de parvenir à une connaissance scientifique de la vie de Jésus. D'ailleurs, l'important c'est le Christ de la foi. C'est face à la prédication de Pâques, que chacun est appelé à se décider. « Ce que Jésus a été, je ne peux et ne veux pas le savoir », disait-il à ses étudiants³.

Depuis Schweitzer et Bultmann, la recherche scientifique sur Jésus a fait d'immense progrès. Certes, s'il est vrai que personne ne peut prétendre nous livrer clés en main la « vraie vie » de Jésus, bon nombre de biblistes pensent qu'on peut remonter au Christ des évangiles au Jésus de l'histoire. La tâche n'est pas simple. Elle est même d'une grande technicité, mais le scepticisme de Bultmann n'est plus de mise. « Il est possible par la critique des sources, de la rédaction, des formes et des traditions de remonter vers la tradition la plus ancienne et, en utilisant à bon escient divers critères d'authenticité, de voir ce que Jésus visait dans telles ou telles paroles ou signifiaient dans ses actions », écrit le professeur Gérard Rochais⁴.

En faisant appel à une méthodologie rigoureuse par le biais des critères d'historicité, des biblistes tels que John Meier, Gerd Theissen, Charles Perrot, Geza Vermes, Parish Sanders, Norman Perrin et bien d'autres ont montré par leurs travaux qu'une bonne connaissance de Jésus de Nazareth et de son message est possible, tout en renonçant à fixer une biographie. Mais tout en replaçant le Nazaréen dans son milieu historique et socioculturel, en insistant sur sa judaïcité, ces érudits ne nous offrent pas pour autant un unique portrait de lui. L'homme de Nazareth est tour à tour identifié à un prophète eschatologique, un sage subversif, un guérisseur charismatique, un contestataire du changement social... Jésus semble échapper à tout modèle, à toute prise.

En la posant comme une figure inclassable, la recherche historique de ces dernières années soustrait Jésus de Nazareth à tout embrigadement par un clan, une secte, une idéologie réactionnaire ou révolutionnaire, voire à toute domestication de Jésus par un christianisme confortable.

Reynolds Michel

1. SCHWEITZER Albert, Histoire de la recherche sur la vie de Jésus, 1906, cité par CARBAJOSA Ignacio, Retrouver confiance dans les Évangiles, Traces, 30 mars 2011.

2. Marguerat Daniel, La " troisième quête » du Jésus de l'histoire, RSR 87, 1999.

3. Cité par CUVILLIER Elian, Regards sur l'histoire de la recherche du Jésus historique, in Évangile et Liberté-archives.

4. Rochais Gérard, Jésus : entre événement et fiction, Revue Lumière et vie, n° 248, Octobre-décembre 2000.

Sans vouloir jouer au donneur de leçons...

J'ai lu, dans l'édition du Quotidien de ce dimanche 18 mars, les déclarations faites au journaliste Philippe Nanpon par Monsieur Roland Troadec, océanographe spécialisé en géologie marine. Loin de moi l'intention de contester à ce dernier une parfaite connaissance des phénomènes de dynamique hydro-sédimentaire qui, entre autres, peuvent expliquer la disparition de la plage des Roches Noires sur la commune de Saint-Paul... D'ailleurs, sur ce sujet, les explications qu'il donne semblent sensées : quand, pour réaliser un port sur la plage, on dégage l'embouchure de la ravine qui y déverse ses eaux, on doit évacuer un important volume de sable qui ne sera jamais compensé par les retours. L'explication semble en effet tenir la route.

Mais lorsque Monsieur Troadec évoque en parallèle la question de l'endiguement de la rivière des Galets, lorsqu'il affirme, ce qui n'est pas faux, qu'alors, « le bureau d'études avait émis plusieurs propositions, différentes versions avec les avantages et les inconvénients de chacun d'elles », il aurait pu préciser que la solution qui a été retenue par la Municipalité et la SEMADER l'a été en plein accord avec les techniciens de la SOGREAH et des services de l'Etat, eux aussi hautement qualifiés. Avec l'accord de la Mairie, une maquette géante de l'ouvrage avait été réalisée dans un hangar de 3000 mètres carrés pour que des simulations de crues - dont une crue centennale, particulièrement violente - puissent être faites.

Monsieur Troadec évoque la nécessité aujourd'hui de consolider les bases de l'endiguement sapé par une rivière dont la largeur en amont a été (forcément) amoindrie. Comment peut-on passer sous silence que les 9 brise-courants construits tout le long d'un village qui compte plusieurs milliers d'habitants ont permis que, depuis le cyclone Hyacinthe, toute une population n'a plus à devoir se préparer à se réfugier dans des centres d'accueil et peut dormir tranquillement dans sa maison ? Ce n'était pas le cas avant.

Comment peut-on dire que l'endiguement en aval est « trop serré » alors qu'il fait 250 mètres de large, du côté Port à Saint-Paul ? Comment peut-on sembler considérer ce « canal », pourtant large comme plus de deux terrains de foot, comme insuffisamment grand ? Comment peut-on alors opposer, d'une part, les centaines d'hectares de terrains devenus constructibles et mis en valeur sur les deux communes et, d'autre part, les côtes nord et sud de la rivière qui disposent désormais de volumes de sédiments moins importants pour se déverser à l'embouchure et les consolider ?

Il y a, dans les affirmations de Monsieur Roland Troadec, une logique qui ne peut pas être celle de ceux qui, en leur qualité d'élus, ont eu, à un moment de leurs mis-

sions, à se préoccuper de la sécurité de milliers de personnes.

Je ne veux absolument pas jouer au donneur de leçon et encore moins dénigrer tous ceux qui, comme Monsieur Troadec, ont fait de hautes études dans des domaines particulièrement importants pour notre vie de chaque jour. Mais il est de mon devoir, aujourd'hui que Daniel Pavageau, l'ancien directeur de la SEMADER, et que Paul Vergès, l'ancien Maire du Port, sont décédés, de dire que les études de l'endiguement de la rivière des Galets ont été pensées en concertation avec les techniciens de la SOGREHA, avec pour souci principal la protection de milliers d'habitants et la sécurisation de tout un territoire dont l'importance pour notre île n'a plus à être démontrée.

Raymond Lauret

Les nationalistes et les antisystèmes, même combat ?

Chez Merkel comme chez tous les autres chefs d'État, c'est la foire d'empoigne. Mais, que diable faut-il faire pour que la tribu humaine comprenne où est son intérêt ? Faut-il que ces phénomènes nouveaux ou d'ampleur croissante (inégalité, migration, pauvreté, terrorisme) nous submergent définitivement pour que l'on comprenne les enjeux et pour que nous changions, une fois pour toute, notre fusil d'épaule ? Prenant le problème à l'envers, la Mission d'information de l'Assemblée nationale sur la justice et le droit pour tous les humains à un environnement sain, ne peut résoudre le problème. Le bien-être n'est pas uniquement un droit des individus, c'est surtout un devoir de l'humanité envers ses membres. Pour satisfaire cette obligation de la collectivité internationale, encore faudrait-il que celle-ci ait une existence légale. Or, le monde n'est pas dirigé. Aussi étonnant et paradoxal que cela puisse paraître, aucune structure digne de ce nom et capable de coordonner, diriger, manager cette humanité, n'a été mise en place. Alors, rassurez-vous, prédateurs de tout bord, vous avez de beaux jours devant vous. Quant aux illuminés, aux hypocrites ou aux malades mentaux qui pondent à longueur d'année des propositions, des revendications, des théories ou des thèses sur l'avenir de l'humanité sans dire un seul mot sur sa gouvernance, se trompent ou se moquent de nous. Ils ne le savent évidemment pas, mais les nationalistes et les antisystèmes, défendent la même idée. Ils contestent tous deux l'ordre établi incapable de protéger l'individu.

François-Michel Maugis

In kozman pou la rout

« Bravo pou out bone tête ! »

Souvan dé foi, ou i antann kozman-la an parlan d' zanfàn. Mi ansouvien ankor zordi, mèm si lo tan la pasé, in vyé mémé nout famiy té i koné té i di an parlann inn an parmi mon bann zanfàn : « Sa in marmaye kalou ! ». Sansa èl té i di : « Sa un marmaye néna bone tête ! ». Pou dir kosa ? Pou dir li aprann bien l'ékol, sansa li lé kapab trouv in tik-tak pou fé in n'afèr... in zanr Mak Gyvèr, konm i di. Moin pèsonèl, mi pans tout zanfàn épi tout demoun i pé an avoir shakinn son fason in bon gouté : solman i fo la sosyété i rokoné lo gouté é sa i kontant lé z'inn épi lé z'ot. Sirtou pa dévaloriz in moun ! Alé ! Mi lèss azot roflèshi la dsi é ni artrouv pli d'van sipétadyé.

Oté

Tardra viendra, néna in zour i apèl domin !

Matant Zélida la ékri Justin :

Mon shèr nové, mon spès salté rouj-de-fon dopi lontan kaziman in l'éternité, alor koméla sé troizyèm laz i manifest pars i tienbo in taks dsi z'ot rotrète-i rogoumant la CSG konm i di, é sa i dévir z'ot po jak dovan déyèr. Mi di zot pars gouvèrnman la di, i touth ar pa bann ti rotrète. I rogoumant ar pa lo CSG dsi zot. Ankor myé firamézir va siprime lo taks d'abitasyon é zot va artrouv azot avèk in méyèr nivo d'vi. Makron la di, Makron la fé, Makron la komandé ! Sote koman ti vé koko, toué lé pri dan la min korbo. Tok ! Pran sa pou toué !

Justin la fé pou répons :

Mon vyé matant k'i koz touzour la boush rouvèr, ala ankor la kalité d'kouyonad la droit-Makron sé in om de droit ! Zot lé dakor èk moin ?- i mète dann bann koko fragil... Myé avèk moins : sé sa lo rangène matant é ou lé paré pou kroir in n'afèr konmsa. Sanm pou ou bann fransé i sava gingn in rogoumantasyon rovni. Vi pans vréman zot lé parti pou sa ? Vi pans vréman, Konm i di, Makron i sava mète in koush do bèr anplis dsi lo zépinar bann fransé ?

Sak lo pla lé déza gonflé mi an dout pa. Dayèr la fine komans diminyé l'inpo dsi bann grann fortune é sirtou pou sak néna z'aksyon dann bann l'antropriz. La pa pou sak z'ot famiy la lèss in kaz pou zot dann in l'androi lo pri limobilyé la goumanté. Bann rish pou vréman, mi dout pa, moin lé mèm sir, i sava gingn in bon moné pa lé zot. Lé zot, konm i di isi, dann péi bourbon va sirtou manz patate avèk la po.

Tank a la siprésyon la taks labitasyon, kont dosi, fyé pa tro. Va komans bésé, sa lé sir, mé pou ranplas pa r koué. Kosa ? Oui i pans i ranplas ar pa ! Ou i pans bann komine va lèss dépouye azot konmsa ? Tardra, viendra, néna in zour i apèl domin.

Justin